LE CONTEXTE

POLÉMIQUE

C'est dans un contexte tendu que sort *La Tentation radicale*, une grande enquête, menée auprès de 7 000 lycéens sur leur rapport à la radicalité, dirigée par les sociologues Olivier Galland et Anne Muxel (PUF, 464 pages, 23 euros). Les attaques de l'Aude du vendredi 23 mars ont relancé le débat, voire la polémique, sur la façon de contrer le terrorisme islamiste, mais aussi l'obscurantisme religieux, notamment en banlieue. Réponse à l'initiative du CNRS, qui, après les attentats de 2015, lança un *« appel à propositions sur tous les sujets pouvant relever des questions posées à nos sociétés par les attentats et leurs conséquences »*, cette étude, à laquelle ont également participé Alexandra Frénod, Jean-François Mignot, Laurent Lardeux, Vincenzo Cicchelli et Sylvie Octobre, est une première du genre et s'intéresse aussi bien à la radicalité religieuse que politique ou informationnelle des jeunes lycéens. Un ouvrage publié *« à l'initiative scientifique »* de Gérald Bronner. Ce professeur de sociologie à l'université Paris-Diderot et membre de l'Académie des technologies publia, en octobre 2017, un brûlot contre les dérives de la « sociologie critique » qui contribuerait, selon lui, à diffuser une « culture de l'excuse » à force d'insister sur les déterminismes sociaux qui pèsent sur les individus, lui préférant une sociologie « analytique » (*Le Danger sociologique*, Gérald Bronner et Etienne Géhin, PUF, 2017, voir *Le Monde* du 23 novembre 2017).

L'inquiétante radicalité d'une minorité de jeunes

Les sociologues Anne Muxel et Olivier Galland ont mené une enquête inédite auprès de 7 000 lycéens de quatre territoires à dominante urbaine, qui conclut à un « effet islam » dans l'adhésion de certains jeunes Français aux idées radicales et absolutistes

Le livre

Un quart des lycéens interrogés ne condamnent pas totalement les attentats contre *Charlie Hebdo* et le Bataclan, 80 % considèrent qu'on ne peut pas se moquer des religions, 68 % pensent que les médias n'ont pas dit toute la vérité sur les attentats de 2015, un tiers pensent qu'il est *« acceptable dans certains cas de participer à une action violente pour défendre ses idées »*... Mettre des chiffres et des mots sur un sentiment diffus, celui de la « tentation radicale » chez les jeunes : voilà l'ambition de cet ouvrage, issu d'une enquête menée auprès de 7 000 lycéens de classe de 2de, âgés de 14 à 16 ans, par une équipe de sociologues sous l'égide du CNRS.

Trois ans ont passé depuis ce moment d'effarement collectif devant l'évidente rupture culturelle exprimée par une partie de la jeunesse après l'attentat du 7 janvier 2015. Pour la première fois, *La Tentation radicale* offre un panorama de ce problème, en évaluant l'adhésion à l'absolutisme religieux, à la violence religieuse, à la radicalité politique en opinion ou en acte, et à cette nouvelle *« radicalité informationnelle »* de ceux qui ne font plus confiance aux médias et adhèrent aux théories du complot.

Les chercheurs ont adressé des questionnaires à 7 000 lycéens de quatre territoires où *« des manifestations de radicalité »* ont été constatées ces quinze dernières années (émeutes urbaines, blocages de lycées, affrontements avec la police) : la région lilloise, l'Ile-de-France et l'académie d'Aix-Marseille. Auxquelles a été ajoutée l'académie de Dijon, pour assurer une diversité. Dans le groupe d'élèves interrogés, 26 % se déclarent musulmans et 39 % sont scolarisés dans des lycées populaires ou très populaires. C'est bien plus que dans un groupe représentatif des lycéens français, mais à dessein, puisque l'ambition était de montrer la prévalence des idées radicales, y compris chez les jeunes musulmans, qui auraient été trop peu nombreux dans un échantillon représentatif.



LA TENTATION RADICALE. ENQUÊTE AUPRÈS DES LYCÉENS
d'Olivier Galland et Anne Muxel
Presses universitaires de France, 464 pages, 23 euros

DE MULTIPLES VARIABLES

Les résultats de cette étude minutieuse viennent étayer le constat de 2015 : une minorité de jeunes – en particulier les jeunes musulmans – adhèrent à un absolutisme religieux. Pour définir l'adhésion des élèves à *« la radicalité »* religieuse, ou leur *« propension à la violence »* – deux facteurs qui se conjuguent chez les 20 % de jeunes musulmans déclarant acceptable de *« se battre armes à la main pour défendre sa religion »* –, ceux-ci ont dû répondre à une batterie de questions. Ainsi, pour définir le degré d'*« absolutisme »* de leur croyance religieuse, les lycéens doivent estimer, entre autres, si *« c'est plutôt la religion qui a raison sur la question de la création du monde »*. Pour 81 % des musulmans, c'est oui (contre 27 % des chrétiens).

La grande force de cet ouvrage minutieux réside dans le fait qu'il n'isole pas la question de la radicalité religieuse des autres aspirations à la rupture présentes chez les lycéens interrogés. A propos de la radicalité religieuse comme de la radicalité politique, les chercheurs s'interrogent sur l'articulation entre idéologie et actes : tous les individus radicaux ne sont pas violents, et tous les jeunes ayant une propension à la violence ne s'appuient pas forcément sur des croyances.

Et les auteurs de décortiquer la provenance de ces aspirations, en faisant jouer toutes les variables. A-t-on plus de chances d'adhérer à la radicalité violente si l'on est décrocheur scolaire, issu d'un milieu défavorisé, victime de discriminations ? Car la volonté de *« rupture »* des jeunes tient à leurs croyances, mais aussi à leur quartier, à leur rapport avec la police, à leur acculturation à la violence.

Les extraits d'entretiens réalisés avec les lycéens permettent d'entrevoir ce qu'ils pensent et comment ils le pensent. On assiste aux tiraillements, aux questionnements qui agitent une jeunesse où se recompose à peu près tout ce qui fait faire corps avec une société : le rapport au savoir, à l'information, à la mémoire collective, à la représentation démocratique... Si les résultats de l'enquête n'en restent pas moins inquiétants, la palette d'interactions sociales et de données culturelles ici étudiée donne à voir un tableau varié, plus mouvant qu'on aurait pu l'imaginer. Elle a aussi le mérite d'offrir une base de données solide, à même de nous aider à mener une réflexion éclairée sur le sujet. ■

VIOLAINE MORIN

Galland et Muxel « Il faut regarder la réalité en face »

Les auteurs défendent leur enquête, dont les conclusions sur la radicalité religieuse sont susceptibles d'alimenter les polémiques

Entretien

Les sociologues Anne Muxel et Olivier Galland, auteurs d'une enquête inédite sur la radicalité, menée auprès de 7 000 lycéens, reviennent sur leur démarche et les conclusions de leur travail.

Pourquoi vous intéressez-vous à la radicalité ?

Anne Muxel La radicalité peut tenter la jeunesse dans toute sa diversité. Certains phénomènes en sont visibles : violence contre les forces de l'ordre, blocage de lycées, extrémisme électoral, sans oublier la question du djihad. Telle que nous la définissons, la radicalité est constituée par un ensemble d'attitudes et d'actes exprimant a minima une protestation et pouvant aller jusqu'à la contestation frontale du système politique ainsi que des normes sociales et culturelles dominantes. Elle peut être arrimée à une idéologie, une religion, ou ni à l'une ni à l'autre ; elle peut mener à un passage à l'acte violent dans certains cas.

Quelle est l'ampleur du phénomène ?

Olivier Galland Nous avons pris en compte trois types de radicalité : religieuse, politique et culturelle. La radicalité religieuse concerne principalement les jeunes de confession musulmane. La radicalité politique touche un spectre plus large, notamment au travers de la diffusion d'une culture protestataire, et la radicalité culturelle, notamment dans le rapport à l'information et les théories du complot, concerne beaucoup de jeunes.

Votre enquête révèle l'existence d'une « radicalité du quotidien », sur des questions religieuses mais aussi sur des questions de mœurs. Comment l'expliquer ?

O. G. Cette enquête révèle en effet un clivage culturel entre les jeunes musulmans et les non-musulmans. Les musulmans reviennent fortement à une pratique religieuse, à l'inverse d'un mouvement de sécularisation des autres jeunes. Sur l'adhésion au libéralisme culturel, que nous avons mesuré avec des questions sur l'homosexualité et le rôle des femmes, les écarts entre les jeunes qui se déclarent musulmans et les autres sont importants.

A. M. Les résultats montrent une tension entre les différentes valeurs auxquelles adhèrent ces jeunes. Sur la sexualité, les prescriptions alimentaires, le port du voile, il existe des écarts entre les jeunes de confession musulmane et les autres. Mais sur l'égalité hommes-femmes, l'écart est moins grand, surtout chez les filles. Les jeunes musulmans sont tiraillés entre leur pratique de l'islam et d'autres éléments culturels, ceux de la société dans laquelle ils vivent.

« L'ACCEPTATION DE LA VIOLENCE DANS LA VIE SOCIALE JOUE UN RÔLE DANS L'ADHÉSION À LA VIOLENCE RELIGIEUSE »

Vous montrez qu'en matière de radicalité religieuse, la religion musulmane et le degré de religiosité peuvent prendre le pas sur d'autres facteurs...

O. G. L'idée qu'il n'y a qu'une seule religion qui dit la vérité, et que la religion prime sur la science, est partagée par un tiers des jeunes musulmans interrogés, contre 6 % des chrétiens. Reste à voir si d'autres facteurs le font baisser : selon notre enquête, l'exclusion économique ne joue pas, mais le sentiment de discrimination exerce un effet.

Mais une variable de « tolérance à la violence-déviance » vient affaiblir l'effet du facteur religieux dans la justification de la violence religieuse...

O. G. Nous avons évalué l'acculturation à la violence grâce à plusieurs questions : trouvent-ils normal de voler quelque chose ? Sont-ils prêts à se battre avec la police ? Et ce facteur-là est important. L'acceptation de la violence dans la vie sociale joue un rôle dans l'adhésion à la violence religieuse, qui ne tient donc pas seulement à un substrat idéologique. A l'évidence, une socialisation violente existe dans les quartiers où la majorité des jeunes ont été interrogés. Par ailleurs, la justification de la violence religieuse est un phénomène important chez les garçons, mais marginal chez les filles.

Vous proposez pour la première fois une analyse détaillée des réactions des lycéens aux attentats de 2015...

O. G. Pour comprendre les réactions des jeunes, nous disposons pour la première fois de réponses quantifiées, mais aussi d'éléments issus du volet qualitatif. Pour ceux qui ont une conception absolutiste de la religion, celle-ci est « sacrée », et on ne peut pas y toucher. Leur conception de la religion est très individualisée : beaucoup déclarent que se moquer de la religion, c'est attaquer leur propre personne.

A. M. Le maître mot de ces jeunes est le mot « respect ». Une sacralisation du respect qui finit par prendre le pas sur la liberté d'expression.

Ne craignez-vous pas que ces résultats viennent alimenter des polémiques ?

O. G. On ne peut pas renoncer à la connaissance pour éviter les risques de stigmatisation. Ce n'est pas bon, car les démagogues de tous bords peuvent alors dire ce qu'ils veulent sans données précises pour les contredire. Nous pensons, au contraire, qu'il faut regarder la réalité en face.

A. M. Cette enquête a été menée sans idées préconçues. Nous avons voulu contribuer au débat en fournissant des données recueillies sur le terrain. Nous espérons contribuer à une réflexion sur cette tentation radicale qui touche une minorité significative de la jeunesse. La radicalité religieuse, qui concerne certains jeunes musulmans, est préoccupante. Il faut réfléchir aux moyens que l'on peut mobiliser pour endiguer le phénomène, au travers des politiques publiques et de l'école. Mais retenons que la grande majorité des jeunes musulmans, les deux tiers d'entre eux, ne sont pas concernés.

En matière politique, l'enquête montre qu'une minorité de jeunes adhère à une radicalité « de rupture » potentiellement violente...

A. M. Deux types de radicalité politique peuvent être distingués : une radicalité de « protestation » et une radicalité de « rupture ». La première s'est banalisée et concerne une majorité de jeunes qui considèrent que participer à des manifestations ou à des blocages de lycée fait partie intégrante de l'expression démocratique. Elle s'inscrit dans une demande de démocratie plus ou moins directe. La radicalité « de rupture » exprime un refus frontal du système et le passage à la violence politique. Elle concerne entre un et deux jeunes sur dix, ce qui est loin d'être négligeable. Rappelons que nos résultats portent sur des lycéens entre 14 et 16 ans. A cet âge, ils expriment encore une relative distance vis-à-vis de la politique institutionnelle. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR V. MO.

« "Charlie Hebdo", ils l'ont un peu cherché »

« Le Monde » publie des extraits de cette étude de terrain dans laquelle les lycéens abordent le rapport à la religion, à la police et les théories du complot

L'enquête qualitative nous a permis de recueillir les propos des lycéens et de mieux connaître la diversité de leurs réactions face aux attentats. Plusieurs thèmes récurrents sont apparus, notamment lorsque nous leur avons proposé de comparer les attentats de novembre 2015 et ceux de janvier 2015. Un élève indique : *« Moi, pour moi, c'est pareil parce que dans les deux, il y a eu des morts, dans les deux, il y a eu des victimes. Et une victime, quoi qu'elle ait fait, ça reste une victime. »* Pour un autre, *« il y a eu plus de morts pour... le Bataclan que pour* Charlie Hebdo. *Donc c'est pour ça que c'est plus choquant. »* Mais l'expression qui, dans la bouche des élèves, est revenue le plus souvent est que, par contraste avec les victimes des attentats de novembre, les dessinateurs de *Charlie Hebdo « l'ont cherché »* ou *« ont provoqué »*. Par ces expressions, les élèves semblent pouvoir soutenir au moins deux thèses distinctes.

Face aux attentats

Comme l'indiquent les extraits ci-dessous *(...)*, les lycéens évoquent une différence objective entre certaines des victimes de janvier et celles de novembre : seuls les dessinateurs ont délibérément entrepris une action – la publication de dessins de Mahomet – dont ils savaient qu'elle pourrait les mettre en danger. Ces élèves semblent dire : si aucun attentat n'est acceptable, celui contre *Charlie Hebdo* semble cibler des victimes contre lesquelles on peut concevoir un grief spécifique, alors que ceux de novembre prennent pour cible des victimes choisies au hasard.

Extrait 1, académie de Dijon

Lycéen : *« Charlie Hebdo, ils l'ont un peu... enfin, ils l'ont un peu cherché. Enfin, ils n'ont pas cherché l'attentat, mais ils ont un peu provoqué. Alors que le Bataclan, ils... »*

Lycéenne A : *« Oui, ils étaient tranquilles eux. »*

Lycéenne B : *« Oui,* Charlie Hebdo, *il y avait une... genre une petite raison... enfin, genre, il y avait une raison pourquoi ça a pas plu. Le Bataclan... il y avait rien. »*

Lycéenne A : *« Ils étaient tranquilles, là. »*

Lycéen : *« Comme si ils venaient et ils nous tuaient tous. On n'a rien fait. »*

Extrait 2, académie de Créteil

Lycéenne A : *« En fait, la différence c'est... Pour moi, c'est déjà... le 13 novembre, bah, c'était un attentat vraiment. Et... Alors que dans* Charlie Hebdo, *ils ont un peu cherché. »*

Lycéenne B : *« Là, ils continuent plus, là. »*

Lycéenne A : *« Voilà. C'est ça la différence.* Charlie Hebdo, *ils ont cherché, alors que le 13 novembre, ils l'ont pas cherché. C'était vraiment un attentat. »*

Extrait 3, académie d'Aix-Marseille

Lycéen : *« Ben, c'est pas pareil, parce que* Charlie Hebdo, *ils ont provoqué. (...) Alors que, au Bataclan, il y avait... enfin, c'est pas... ils ont rien demandé, les gens. »*

En affirmant que les dessinateurs de *Charlie Hebdo « l'ont cherché »*, *« ont provoqué »* ou *« ont abusé »*, de nombreux élèves condamnent moralement la publication des dessins de Mahomet comme une forme d'irrespect envers les croyants, leur identité et leur sensibilité *(...)*. Quand nous leur avons demandé si l'on peut rire de la religion, un nombre non négligeable d'élèves nous a ainsi répondu que *« c'est pas des choses qui se font »* et que la religion ou les religions *« ça doit se respecter »*.

Selon un élève, les journalistes de *Charlie Hebdo « peuvent critiquer l'Etat. Ils peuvent critiquer tout ce que tout le monde peut critiquer »*, mais pas aller jusqu'à critiquer les religions. Un autre déclare : *« J'aime pas les gens qui se moquent de la religion. Les humoristes. C'est même pas des hommes. C'est rien. »* Les critiques ou moqueries contre la religion d'une personne sont un *« manque de respect »* : se moquer de la religion, *« c'est comme si on s'attaquait à nous, à notre personnalité »* ; *« juger une religion,* nous dit un élève, *c'est comme se moquer du physique de quelqu'un en fait »*.

Ces attitudes semblent liées à une conception de l'islam selon laquelle la critique de la religion, de ses croyances ou de ses pratiques témoigne d'un manque de respect envers les croyants eux-mêmes, comme si l'irrévérence envers la religion agressait l'estime de soi des croyants. Autrement dit, pour beaucoup de lycéens, *« il faut pas dépasser les limites »*, c'est-à-dire qu'il ne faut pas franchir la limite du respect et de l'offense, sans quoi l'on ne peut pas se plaindre de susciter une surréaction. Pour l'un d'entre eux, *« c'est ça la liberté d'expression, en fait. Libre de dire ce qu'on veut sans blesser d'autres personnes »*.

Peu d'élèves se demandent si la publication des dessins de Mahomet est légale, ou conforme à la tradition française de la satire religieuse, ou encore si elle pouvait servir un débat d'intérêt général à propos de la liberté d'expression. Au fond, beaucoup d'élèves que nous avons rencontrés semblent dire : si aucun attentat n'est acceptable, la publication des dessins de Mahomet ne l'était pas non plus. Pour eux, les dessinateurs se sont comportés de façon moralement inacceptable. Cette idée selon laquelle chacun, croyant ou non, doit respecter des dogmes religieux est l'une des dimensions de l'absolutisme religieux.

(Jean-François Mignot, sociologue et démographe, pages 172-175)

Politisation radicale

La radicalité politique telle que nous cherchons à la mesurer, en distinguant les deux dimensions que sont la protestation d'une part et la rupture d'autre part, relève d'un ensemble de facteurs communs que l'on peut identifier. Parmi ces facteurs, l'incidence du niveau d'intégration scolaire paraît déterminante. Plus le niveau d'intégration scolaire est faible, plus les indices sont élevés, aussi bien sur l'indicateur de protestation que sur l'indicateur de violence politique. Toutes choses égales par ailleurs, les lycéens qui évaluent leur trajectoire et leurs résultats scolaires de façon défavorable ont 1,9 fois plus de chances de se caractériser par un niveau élevé de protestation et 3 fois plus de chances de montrer des dispositions élevées pour la violence politique. On observe donc bien un lien entre déficit d'intégration scolaire et radicalité politique, y compris dans sa dimension violente.

(Anne Muxel, pages 250-251)

Le rapport à la police

Lorsque ce ne sont pas des exemples personnels qui sont rapportés pour étayer ce type de propos, ce sont des « bavures » policières qui viennent très souvent servir d'illustration de leur ressenti, dont les plus médiatiques, celles de Zyed et Bouna, Adama, ou la plus récente, Théo, qui faisait la première page des journaux au moment où nous réalisions ces entretiens. *« Théo, il a juste levé les mains, ils ont commencé à le taper. Non, ce n'est pas ça, la vie. Et comme par hasard, c'est le seul Noir. Les Blancs, on ne les voit plus dans l'histoire. »*

Devant ce que de nombreux lycéens d'origine immigrée interprètent comme une nouvelle provocation raciste, les rapports avec la police sont davantage empreints de méfiance, voire de peur : *« La police devrait nous protéger, et pas nous tuer »* ; *« Je n'ai plus confiance en eux. »* A cela s'ajoute le sentiment partagé par de nombreux lycéens que les crimes et délits des policiers resteraient trop souvent impunis, accentuant encore davantage la défiance qu'ils disent éprouver à leur égard : *« On ne peut plus rien dire contre les policiers parce que, après, ils portent plainte... pour rébellion, parce que, eux par contre, ils vont toujours s'en sortir »* ; *« C'est un peu eux qui commandent et qui instaurent la loi, mais je trouve qu'ils se permettent trop de choses. »* De là une tentation, pour certains d'entre eux, de répondre par des actions violentes à ce qu'ils considèrent comme de la provocation : *« Je ne vais pas les affronter, ça ne sert à rien. Par contre, brûler des voitures, ça peut être efficace. Comme ça, on les cherche, comme eux ils font avec nous. »*

(...) Même si les opinions les plus radicales apparaissent minoritaires, elles ne sont pas pour autant marginales : un lycéen sur trois déclare en effet avoir déjà affronté la police ou être prêt à le faire (34 %). Mais ce n'est finalement pas tant la simple éventualité d'un passage à l'acte qui interpelle que l'affrontement effectif contre des forces de l'ordre déclaré par près de 7 % des lycéens de notre enquête.

(Laurent Lardeux, chargé d'études et de recherche à l'Injep, pages 310-311) ■

Une étude à charge contre l'islam

Pour le socio-démographe Patrick Simon, l'enquête d'Olivier Galland et Anne Muxel minore les discriminations dont sont victimes certains lycéens

Par PATRICK SIMON

La radicalisation religieuse est au cœur des débats politiques. Les départs de candidats au djihad pour la Syrie et pour l'Irak, et surtout les attaques terroristes qui se répètent, ont dramatisé une question à laquelle les sciences sociales apportent des réponses contradictoires : selon quels processus de jeunes Français se réclamant de l'islam en sont-ils arrivés à tuer au nom de leurs idées ? Les mécanismes qui déterminent l'entrée dans l'action violente à fondement religieux restent difficiles à démêler.

L'ouvrage *La Tentation radicale*, dirigé par Olivier Galland et Anne Muxel, tente d'apporter des éléments de réponse. A partir d'une enquête quantitative, menée auprès de lycéens de 15 à 17 ans, et d'entretiens individuels et collectifs, il cherche à mesurer l'impact des idées radicales et les facteurs de leur appropriation. Les lycéens interrogés viennent d'établissements pour partie avec une nette surreprésentation d'élèves d'origine immigrée (Maghrébins et Subsahariens), aussi ne faut-il pas chercher dans leurs analyses une représentativité des attitudes, opinions et valeurs des lycéens dans la France de 2016, mais un éclairage sur des logiques présidant à la radicalité. Pour ce faire, les auteurs construisent des indicateurs à partir de variables d'opinion. Parmi les indicateurs construits, c'est celui d'« absolutisme religieux » qui sert principalement à analyser les inclinations à la radicalité religieuse dans le chapitre rédigé par Olivier Galland. Sa conclusion est sans appel : l'enquête valide *« l'effet très net de l'appartenance à l'islam sur l'adhésion à des idées absolutistes en matière religieuse, comme sur la justification de la guerre religieuse »*. Qu'est-ce que « l'effet islam », qui détermine ainsi des orientations – et non pas des comportements – sinon radicales et violentes, du moins relativement sectaires et compréhensives à l'égard de la violence religieuse ? Pour Olivier Galland, ni les caractéristiques socio-économiques, ni l'expérience des discriminations, ni même le « malaise identitaire » des jeunes concernés n'expliquent leur absolutisme religieux : cela tient à l'islam. Est-ce à dire que le cadre spirituel de l'islam serait intrinsèquement absolutiste, intolérant et guerrier ? La conclusion du chapitre ouvre à cette interprétation, et elle est problématique, car elle essentialise les musulmans en les séparant de leurs expériences et de leur condition sociale. Or, ce résultat est le produit de la construction des indicateurs et de leur interprétation abusive.

L'indicateur d'absolutisme religieux est ici construit sur deux affirmations combinées : *« Il y a une seule vraie religion »* et *« lorsque la religion et la science s'opposent sur la question de la création du monde, c'est plutôt la religion qui a raison »*. Les lycéens interrogés qui se disent musulmans sont 35 % à avoir choisi la première réponse et 81 % la seconde, alors que les chrétiens ne sont respectivement que 10 % et 27 %. Les élèves sans religion sont évidemment très peu concernés par ces orientations. De façon prévisible, 32 % des musulmans se retrouvent dans l'absolutisme religieux, pour seulement 6 % des chrétiens. La position absolutiste concerne, dans 75 % des cas, des musulmans. En conséquence, toutes les analyses statistiques ultérieures cherchant à montrer que cette position s'explique principalement par la religion et pas par d'autres facteurs sont relativement vaines puisque l'indicateur lui-même reflète une forme de rapport au monde spécifique aux musulmans. Le problème est que la signification de l'indicateur est délicate à interpréter. Il est qualifié ici d'absolutisme religieux, mais sa signification est pour le moins équivoque. Ce qu'on en sait à travers les entretiens collectifs reproduits dans le livre ne valide pas le lien entre cette vision de la science et la radicalité religieuse.

RADICALISATION PROGRAMMÉE DE L'ISLAM OU ISLAMISATION OPPORTUNISTE DE LA RADICALITÉ ? L'OUVRAGE N'AIDE PAS À TRANCHER ENTRE CES DEUX THÈSES

La confusion devient plus critique avec la question utilisée pour caractériser la violence religieuse, qui consiste à trouver *« acceptable, dans certains cas, de combattre les armes à la main pour sa religion »*. Le contexte de ce recours aux armes est flou, et on ne sait pas vraiment si les lycéens valident l'action terroriste à fondement religieux en France ou ailleurs, ou conçoivent simplement qu'il existe des cas où une défense armée de ses convictions religieuses est justifiée. Les auteurs avancent eux-mêmes que les lycéens peuvent avoir à l'esprit le droit à se défendre de minorités religieuses persécutées. Vient enfin un dernier indicateur composite de « tolérance à la délinquance et à la violence », qui associe des considérations d'incivisme et des versions dures de violence. Ces attitudes extrêmement hétérogènes sont néanmoins associées dans l'indicateur, qui devient synonyme d'une forme de disposition à la violence.

RACCOURCI DISCUTABLE

Or, ceux qui se retrouvent dans la combinaison entre absolutisme religieux, légitimité de la violence religieuse et tolérance à la déviance-violence sont essentiellement les élèves musulmans. La boucle est bouclée : l'indicateur de l'absolutisme est construit sur des questions qui s'appliquent essentiellement aux musulmans, et tous les autres indicateurs lui sont subordonnés. Pourtant, la tolérance à la déviance et à la violence ne s'explique pas dans l'enquête, une fois l'origine sociale contrôlée, par la religion ou l'origine ethnique. Elle est reliée à des critères d'intégration scolaire et concerne essentiellement les garçons. La conclusion, qui affirme que l'appartenance à l'islam détermine significativement la combinaison entre absolutisme et violence-déviance, est un raccourci discutable.

Que faut-il en penser ? Qu'il y a bel et bien un malaise protéiforme chez les lycéens musulmans, que leurs expériences avec la police et les institutions nourrissent un sentiment de stigmatisation qui influence leur vision d'une société très injuste à leur égard. Cela encourage-t-il le passage à l'acte violent, que cette violence soit politique ou religieuse, ou les deux à la fois ? L'ouvrage ne répond pas de façon claire à cette question, tant il construit un dossier à charge contre l'islam en cherchant à séparer la religion des conditions sociales de son appropriation et de ses expressions. Si le livre s'intéresse au politique et au religieux, il ne traite pas directement de leurs interactions. Alors, radicalisation programmée de l'islam ou islamisation opportuniste de la radicalité ? A vrai dire, l'ouvrage n'aide pas à trancher entre ces deux thèses. ■

Patrick Simon est directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques et coauteur de l'enquête « TeO » (« Trajectoires et origines », 2008-2009)